

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

- JUIN 2022 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances pour l'année 2022 se déroule dans un contexte marqué par la poursuite de la reprise des activités économiques entamée à partir de 2021, mais qui demeure confrontée, d'une part, à une faible récolte céréalière et, d'autre part, au renchérissement des cours des matières premières, notamment l'énergie et les céréales, aux tensions inflationnistes et aux perturbations des chaînes de production et d'approvisionnement.

Dans ce contexte, la situation des charges et ressources du Trésor au premier semestre de 2022 fait ressortir un déficit budgétaire de 18,3 MM.DH, contre -29,3 MM.DH un an auparavant. Cette évolution recouvre une augmentation des recettes (+28 MM.DH) plus importante que celle des dépenses globales (+17 MM.DH).

RECETTES

Comportement favorable des recettes fiscales ...

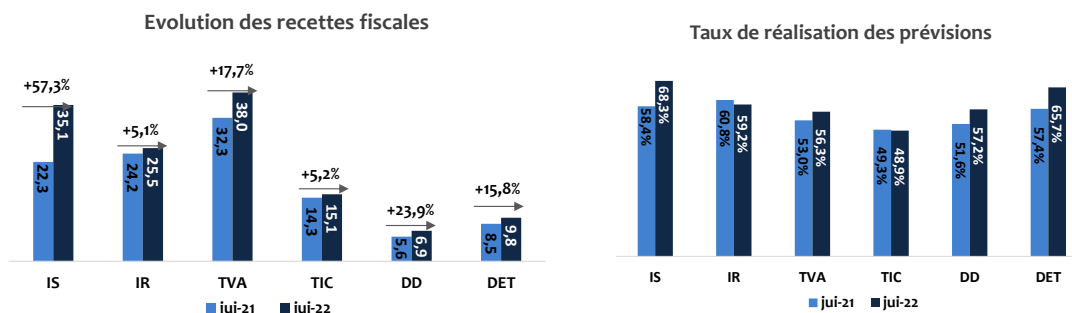
Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, une hausse de près de 28 MM.DH ou 23,5%, comparativement à fin juin 2021, et un taux de réalisation de 56,1% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF).

Les recettes fiscales ont affiché globalement un bon comportement, avec une progression de 23,5 MM.DH ou 21,8%, enregistrant ainsi un taux de réalisation prononcé de 59%, et ce, en dépit de la poursuite de l'effort de remboursement des crédits de TVA. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales, ont ainsi atteint un montant de 8,6 MM.DH, contre 6,4 MM.DH à fin juin 2021.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales se présentent comme suit :

- Progression de l'IS de 12,8 MM.DH suite à l'amélioration remarquable des recettes du complément de régularisation (+6,9 MM.DH), du 1^{er} acompte (+3,6 MM.DH) et du 2^{ème} acompte (+2,9 MM.DH). Cette bonne performance provient essentiellement des secteurs phosphatier, financier et cimentier ;
- Augmentation de l'IR de 1,2 MM.DH grâce, notamment, aux recettes issues de l'IR sur salaires (+1,2 MM.DH) ;
- Baisse des recettes de la TVA à l'intérieur de 1,1 MM.DH, sous l'effet principalement de la hausse des remboursements (4,9 M.DH contre près de 3,7 MM.DH à fin juin 2021) ;

- Augmentation de la TVA à l'importation de 6,8 MM.DH en liaison avec la hausse de la valeur des importations (+39,2% à fin mai 2022) ;
- Progression des taxes intérieures de consommation de 742 M.DH attribuable aux TIC sur les produits énergétiques (+298 M.DH), les tabacs (+206 M.DH) et les autres TIC (+238 M.DH).
- Hausse des droits de douane de 1,3 MM.DH, sous l'effet de la progression des importations (+39,2% à fin mai 2022) ;
- Amélioration des droits d'enregistrement et de timbre de 1,3 MM.DH attribuable à la hausse des droits d'enregistrement (+1 MM.DH), de la taxe sur les contrats d'assurance (+154 M.DH) et de la TSAV (+127 M.DH).



... et amélioration des recettes non fiscales

Pour leur part, les recettes non fiscales se sont établies à près de 14 MM.DH contre 9,8 MM.DH à fin juin 2021, soit une hausse de 4,2 MM.DH.

Les recettes en provenance des établissements et entreprises publics se sont établies à 3,9 MM.DH dont 2 MM.DH versés par l'OCP, 1,2 MM.DH par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie et 402 M.DH par Bank Al-Maghrib. Les « autres recettes » se sont situées à 10,1 MM.DH, dont 5,2 MM.DH au titre des financements innovants, 3,7 MM.DH au titre des produits des ministères, 596 M.DH au titre des fonds de concours et 380 M.DH provenant des dons CCG.

DEPENSES

Augmentation des dépenses ordinaires ...

L'exécution des dépenses ordinaires fait ressortir une augmentation de près de 19,2 MM.DH (+15%) et un taux d'exécution de 56,1%.

Cette évolution par rapport à fin juin 2021 s'explique principalement par la hausse des charges de la compensation (+12,1 MM.DH) et des dépenses au titre des biens et services (+6,9 MM.DH).

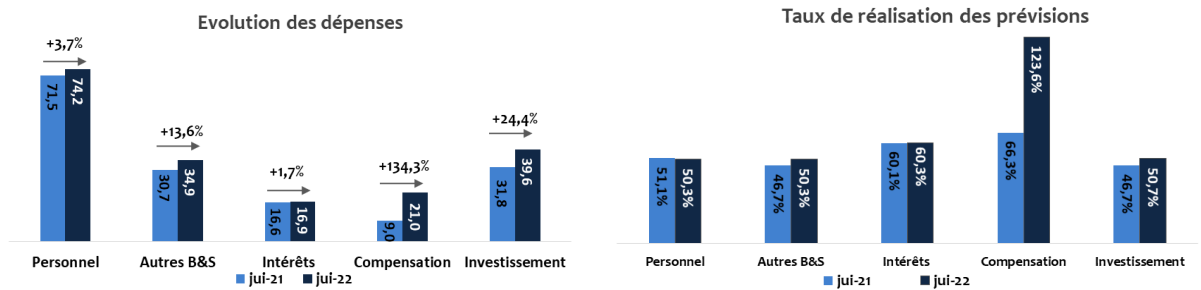
L'augmentation des charges de la compensation est attribuable, notamment, à la hausse du cours du gaz butane qui a atteint une moyenne de 861 \$/T contre près de 530 \$/T à fin juin 2021. Ces charges ont atteint près de 21 MM.DH, soit un taux de réalisation de 123,6% par rapport à la prévision initiale de la LF2022. Il est à signaler que ces charges comprennent des subventions accordées aux professionnels du secteur du transport pour un montant de 1,5 MM.DH, et ce, dans le cadre des mesures décidées par le Gouvernement pour faire face au renchérissement des cours des produits énergétiques.

La progression des dépenses de biens et services recouvre un montant de 4,2 MM.DH au titre des « autres biens et services » et 2,7 MM.DH au titre des dépenses de personnel.

Les charges liées aux intérêts de la dette ont, quant à elles, connu une hausse de 291 M.DH pour se situer à 16,9 MM.DH, recouvrant une augmentation des intérêts de la dette intérieure (+418 M.DH) et un recul de ceux afférents à la dette extérieure (-127 M.DH).

Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire positif de 387 M.DH, contre un solde négatif de 8,5 MM.DH à fin juin 2021.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions ont atteint 39,6 MM.DH, contre 31,8 MM.DH un an auparavant. Comparativement aux prévisions de la LF 2022, leur taux de réalisation s'est élevé à près de 50,7%.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de près de 20,9 MM.DH, contre 10,9 MM.DH à fin juin 2021.

Les ressources des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte d'un montant de 6,3 MM.DH correspondant au produit de la Contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires et les revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale, contre 3,5 MM.DH à fin juin 2021.

FINANCEMENT

Un besoin de financement couvert principalement par recours au marché domestique ...

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 3,8 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de l'ordre de 22,1 MM.DH.

Ce besoin, augmenté du flux net des placements sur le marché monétaire (+2,9 MM.DH), a été couvert principalement par le recours au marché de la dette intérieure pour un flux net de 18,4 MM.DH, le flux net de la dette extérieure s'étant établi à 133 M.DH.

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de près de 70,9 MM.DH, contre 75,6 MM.DH un an auparavant, et des remboursements en principal pour 52,6 MM.DH, contre 52,2 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de l'ordre de 5 MM.DH, contre 8,8 MM.DH à fin juin 2021, et des amortissements de 4,9 MM.DH, contre près de 5 MM.DH un an auparavant.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

En M.DH

	Juin	Loi de finances	Juin	Juin 2022 / Juin 2021		Taux de réalisation
	2021	2022	2022	en %	en valeur	en %
I - RECETTES ORDINAIRES	119.399	262.906	147.440	23,5%	28.041	56,1%
RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)	119.399	257.906	147.440	23,5%	28.041	57,2%
Recettes fiscales	107.988	222.863	131.511	21,8%	23.522	59,0%
- Impôts directs	47.392	97.693	61.789	30,4%	14.397	63,2%
- Impôts indirects	46.583	98.243	53.045	13,9%	6.462	54,0%
- Droits de douane	5.552	12.027	6.880	23,9%	1.328	57,2%
- Enregistrement et timbre	8.461	14.901	9.797	15,8%	1.336	65,7%
Recettes non fiscales	9.825	35.944	14.043	42,9%	4.218	39,1%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	5.155	13.985	3.936	-23,6%	-1.219	28,1%
- Autres recettes	4.670	16.959	10.107	116,4%	5.437	59,6%
- Cession de participations de l'Etat	0	5.000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	1.585	4.100	1.886	19,0%	301	46,0%
- Fonds de soutien des prix	136	600	205	50,7%	69	34,2%
- Fonds spécial routier	1.449	3.500	1.681	16,0%	232	48,0%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	148.743	335.554	165.696	11,4%	16.953	49,4%
DEPENSES ORDINAIRES	127.856	262.061	147.053	15,0%	19.197	56,1%
Biens et services	102.244	216.967	109.095	6,7%	6.851	50,3%
Personnel (1)	71.514	147.537	74.175	3,7%	2.661	50,3%
Autres biens et services	30.730	69.430	34.920	13,6%	4.190	50,3%
Dettes publiques (2)	16.633	28.075	16.924	1,7%	291	60,3%
Intérieure	14.037	23.390	14.455	3,0%	418	61,8%
Extérieure	2.596	4.684	2.469	-4,9%	-127	52,7%
Compensation (3)	8.979	17.020	21.034	134,3%	12.055	123,6%
SOLDE ORDINAIRE	-8.458	845	387	-104,6%	8.844	45,7%
INVESTISSEMENT	31.801	77.993	39.556	24,4%	7.755	50,7%
dont Fonds spécial routier	783	3.500	1.369			39,1%
SOLDE DES CST (4)	10.914	4.500	20.913	91,6%	9.998	464,7%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-29.344	-72.648	-18.257	-37,8%	11.088	25,1%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-18.238		-3.823		14.415	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-47.582	-72.648	-22.080	-53,6%	25.503	30,4%
FINANCEMENT INTERIEUR	43.718	51.976	21.946		-21.772	42,2%
Endettement intérieur	23.439		18.353		-5.086	
Autres opérations	20.279		3.593		-16.686	
FINANCEMENT EXTERIEUR	3.864	20.672	133		-3.731	0,6%
Tirages	8.836	40.000	5.011		-3.825	12,5%
Amortissements	-4.972	-19.328	-4.877		94	25,2%

(1) Y compris les charges sociales au titre de la part patronale, classées auparavant au niveau des "Autres biens et services".

(2) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(3) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(4) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Jun	Loi de finances	Jun	Jun 2022 / Jun 2021		Taux de réalisation
	2021	2022	2022	en %	en valeur	en %
RECETTES FISCALES	107.988	222.863	131.511	21,8%	23.522	59,0%
Impôts directs	47.392	97.693	61.789	30,4%	14.397	63,2%
Taxe professionnelle	112	220	61	-45,5%	-51	27,7%
Impôt sur les sociétés (I.S)	22.341	51.447	35.135	57,3%	12.794	68,3%
Impôt sur le revenu (I.R)	24.215	43.041	25.460	5,1%	1.245	59,2%
Contribution sociale de solidarité sur les bénéfices	62	0	3	-95,2%	-59	-
Taxe urbaine/d'habitation	14	22	7	-50,0%	-7	31,6%
Majorations	636	2.136	892	40,3%	256	41,8%
Taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique	0	800	215	-	215	26,9%
Autres impôts directs	12	25	16	33,3%	4	63,2%
Impôts indirects	46.583	98.243	53.045	13,9%	6.462	54,0%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	32.258	67.446	37.977	17,7%	5.719	56,3%
(Intérieure)	11.702	24.346	10.575	-9,6%	-1.127	43,4%
(Importation)	20.556	43.100	27.402	33,3%	6.846	63,6%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	14.325	30.796	15.068	5,2%	742	48,9%
(Tabacs)	5.576	11.813	5.782	3,7%	206	48,9%
(Produits énergétiques)	7.824	16.995	8.123	3,8%	298	47,8%
(Autres)	926	1.989	1.163	25,7%	238	58,5%
Droits de douane (D.D)	5.552	12.027	6.880	23,9%	1.328	57,2%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	8.461	14.901	9.797	15,8%	1.336	65,7%
RECETTES NON FISCALES	9.825	35.944	14.043	42,9%	4.218	39,1%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	5.155	13.985	3.936	-23,6%	-1.219	28,1%
- Autres recettes	4.670	16.959	10.107	116,4%	5.437	59,6%
- Cession de participations de l'Etat	0	5.000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	1.585	4.100	1.886	19,0%	301	46,0%
Fonds de soutien des prix	136	600	205	50,7%	69	34,2%
Fonds spécial routier	1.449	3.500	1.681	16,0%	232	48,0%
RECETTES ORDINAIRES	119.399	262.906	147.440	23,5%	28.041	56,1%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	119.399	257.906	147.440	23,5%	28.041	57,2%